

Au lycée Suger, un sentiment d'abandon

VIOLENCES Une semaine après les incidents et les arrestations arbitraires aux portes de l'établissement populaire, les langues se délient du côté des parents et professeurs. P. 14

ÉDUCATION

Au lycée Suger, parents et profs refusent d'être abandonnés

Après les affrontements de la semaine dernière entre jeunes du quartier du Franc-Moisin et les forces de l'ordre, l'heure est à la mobilisation pour que cessent la stigmatisation et le mépris qui touchent ce lycée de Seine-Saint-Denis.

L'événement aura fait du bruit, mais sur place ce n'est une surprise pour personne. Mardi 7 mars, aux alentours de 10 heures, le lycée Suger, à Saint-Denis, dans le quartier très populaire du Franc-Moisin est évacué. Un tir de « mortier » (en fait des feux d'artifice) a retenti quelques minutes plus tôt dans le grand hall de l'établissement, puis trois départs de feux ont été repérés dans les toilettes. La proviseure donne l'ordre aux quelque 900 élèves présents de quitter l'établissement. À peine sont-ils sortis, ils font face aux policiers. Flash-Ball, Taser, lacrymos, fumigènes... « Ils se comportaient comme une bande rivale », relatera quelques jours plus tard un enseignant du lycée, témoin de la scène.

La veille, déjà, une quarantaine de personnes s'en était pris au lycée, à coup de jets de pierres et de poubelles brûlées aux abords de l'établissement. Les élèves avaient été évacués à la mi-journée et la police avait alors sécurisé un chemin pour eux jusqu'au métro. Mais ce mardi, les pandores ne sont plus là pour protéger. Il leur faut des responsables. Ils mettent alors en place des « nasses » et ne font pas dans le détail. Pour s'assurer d'avoir quelques individus contre lesquels des charges pourront être retenues, ils capturent large. Ce jour-là, 55 personnes seront interpellées. Sur ce total, 8 seront présentées aux juges, et 6 seulement mises en examen. Des dizaines de lycéens resteront

en garde à vue plus de 24 heures, sans qu'aucune nouvelle ne soit donnée à leurs familles, et sans que la justice ne trouve quoi que ce soit à leur reprocher.

Un sentiment de malaise

Pourquoi cet accès de violence ? Une semaine plus tard, rien n'est très clair à ce propos. Parents et professeurs s'accordent néanmoins à pointer un « *sentiment latent de malaise* » vis-à-vis d'une institution qui symbolise l'incapacité de la République à tenir ses promesses d'égalité. Professeure d'espagnol à Suger depuis plus de dix ans, Véronique Giraud parle d'« *une exaspération qui sort, la peur vis-à-vis de l'avenir, un sentiment d'injustice... Et on se demande bien pourquoi à l'heure où les matraques dérapent et où l'on entend que "bamboula, c'est convenable"* ». Si, aux dires de tous,

la tension est permanente, une étincelle a bien déclenché l'explosion : l'« affaire Théo », victime d'une agression perpétrée par des policiers à Aulnay-sous-Bois. « *Les collègues qui ont discuté avec eux nous disent que c'est le premier sujet abordé*, poursuit Véronique Giraud. *Les jeunes s'identifient à Théo. C'est clairement la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mais là-dessus il y a un déni au niveau du ministère.* » Théo est un symbole mais les rapports tendus avec les forces de l'ordre sont une réalité quotidienne à Saint-Denis. Un enseignant d'un autre établissement dyonisien, le lycée professionnel Frédéric-Bartholdi, raconte : « *Jeudi, devant le lycée, la police a voulu*

contrôler l'un de nos jeunes. Un agent a pris son carnet et... l'a giflé avec ! »

Pris au milieu de ces tensions, enseignants et personnels des établissements sont complètement dépassés : « On est sous-dotés et on cumule des situations extrêmement difficiles. Nous avons l'impression que tout le monde, de l'éducation nationale à la préfecture, fait peser toute la responsabilité sur nos épaules. » En septembre, des violences avaient déjà éclaté à la grille du lycée Suger. Les enseignants avaient alors mené une grève de quinze jours pour exiger des moyens supplémentaires. L'éducation nationale a bien fini par accorder un seul poste de conseiller principal d'éducation (CPE) supplémentaire au lycée, mais ce bénéfice est déjà annulé par un départ en congé maladie...

Les parents d'élèves aussi estiment que l'éducation nationale ne s'engage pas assez.

« Il y a quelques années, le jour de la rentrée, il manquait dix classes en primaire dans la ville, rappelle l'un d'entre eux. Il y a une poussée démographique que le ministère ne prend pas en compte. La municipalité a fait le nécessaire pour le primaire, mais aujourd'hui cette poussée atteint le collège et le lycée et l'éducation nationale ne prend pas le relais de l'effort. »

Stigmatisés par les médias

Pour tous, de ce manque de moyen découle un effet boule de neige qui aggrave chaque jour un peu plus la situation. Un autre parent d'élève le résume : « La situation étant compliquée dans les établissements, ils se recentrent sur eux-mêmes. Les liens se

distendent entre l'école et son environnement.

Il n'y a qu'à voir le mouvement qui a eu lieu en septembre : pour les habitants de Franc-Moisin, ce n'était pas vraiment un sujet. »

Il faut dire que les sujets ne manquent pas dans ce quartier. « On est quand même dans une cité où il y a 40 % de chômeurs », rappelle Véronique Giraud, qui estime que « le problème ne vient pas de l'école ». Surtout qu'à Saint-Denis, « on est dans une drôle de situation, il y a tout à portée de main, avec les sièges de grandes entreprises et des milliers d'emplois. Mais on ne peut pas y toucher. Ce n'est pas pour nous ». « À Suger, on compte 10 % de plus d'élèves issus de familles défavorisées que la moyenne départementale », ajoute l'un de ses collègues. Et malgré tout cela, l'établissement ne rentre dans aucun dispositif d'éducation prioritaire.

Si aujourd'hui les parents d'élèves regrettent qu'« on ne s'intéresse à nous qu'uniquement quand les jeunes débordent » et dénoncent la « stigmatisation » du quartier par « les médias », ils comptent tout de même s'appuyer sur ces événements pour interpeller la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, et son collègue de l'Intérieur, Bruno Le Roux, qui, bien qu'élus d'une circonscription voisine, est jusque-là resté silencieux. Dimanche, ils participeront à Paris à la marche « pour la justice et la dignité ». « À Paul-Éluard, il a fallu un mort pour qu'ils obtiennent plus de CPE », rappelle Véronique Giraud. Espérons qu'il ne faille pas cette fois-ci en arriver là. ●

ADRIEN ROUCHALEOU

« IL Y A VINGT-TROIS ANS, QUAND LE LYCÉE A OUVERT, IL Y AVAIT UNE PROXIMITÉ AVEC LA POLICE. ELLE N'AURAIT JAMAIS ARRÊTÉ CES JEUNES. » UN PROF DU LYCÉE SUGER

GRIGNY : UN PLAN POUR L'ÉDUCATION

L'État a lancé mardi un plan pour renforcer l'éducation à Grigny (Essonne). Dès la rentrée 2017, la ville, l'une des plus pauvres de France, bénéficiera de 20 postes de fonctionnaires supplémentaires (profs, psy...), de trois classes pour les moins de 3 ans, d'une classe « passerelle » pour lutter contre le décrochage, et de la création d'un « médiapôle » pour l'apprentissage du numérique.

► 16 mars 2017 - N°22137



Le lycée Suger de Saint-Denis, au nord de Paris. Geoffroy Van Der Hasselt/AFP